## Communiqué de Presse

## Unité de Communication du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux

Réf: 602f08

Tel:: +33 3 90 21 49 36 Fax: +33 3 88 41 27 51 congress.com@coe.int www.coe.int/congress



## 47 membres

Albanie Allemagne Andorre Arménie Autriche Azerbaïdian Belgique Bosnie-Herzégovine Bulgarie Chypre Croatie Danemark Espagne Estonie Finlande France Géorgie Grèce Hongrie Irlande Islande Italie Lettonie "l'ex-République yougoslave de Macédoine" Liechtenstein Lituanie Luxembourg Malte Moldova Monaco Monténégro Norvège Pays-Bas Pologne Portugal République tchèque Roumanie Royaume-Uni Russie Saint-Marin Serbie Slovaquie Slovénie Suède Suisse Turquie

Ukraine

## Le Président du Congrès Yavuz Mildon condamne la reconnaissance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du sud par la Russie

Strasbourg, 28.08.2008 – « La reconnaissance par la Fédération de Russie de l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du sud est une décision que je ne peux que condamner » a déclaré aujourd'hui Yavuz Mildon, Président du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe.

« Cet acte n'est pas une bonne nouvelle pour l'Europe et tout particulièrement pour le Caucase, d'autant plus que la présence militaire russe se poursuit dans les zones du conflit. »

« Le Congrès du Conseil de l'Europe est convaincu que les principes de l'autonomie régionale, énoncés notamment dans la Charte européenne de la démocratie régionale,\* offrent une alternative saine aux multiples revendications identitaires en Europe et constituent une base positive de discussion pour le règlement des conflits, tout en respectant l'intégrité territoriale des Etats reconnus par la communauté internationale. Je ne peux que regretter que la Fédération de Russie, par un acte unilatéral, ait bloqué toutes les voies d'une résolution pacifique des revendications ossètes et abkhazes dans le cadre de la nation géorgienne. D'ailleurs, la Géorgie s'était engagée dans ce sens lors de son adhésion au Conseil de l'Europe en 1999, en s'obligeant à négocier avec l'Abkhazie et l'Ossétie du sud un statut leur garantissant une large autonomie\*\*. »

<sup>\*</sup>La <u>Charte européenne de la démocratie régionale</u>, adoptée par le Congrès le 28 mai 2008, stipule que « les relations entre les collectivités régionales et le pouvoir central ... impliquent le respect de l'unité, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Etat » (Article 9).

<sup>\*\* &</sup>lt;u>Avis no 209 (1999)</u> adopté par l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe le 27 janvier 1999